

Le gouvernement ne s'est pas non plus distingué par sa planification commerciale ou la perspicacité avec laquelle il a su choisir les technologies gagnantes. La liste des technologies à développer au Japon est à peu près la même que dans tous les autres pays. Elle comprend l'électronique, la biotechnologie, l'aérospatiale et les matériaux nouveaux tels que la céramique fine. Même dans un domaine aussi évident que la robotique, c'est seulement après une décennie d'expérimentation dans le secteur privé (plus d'une centaine d'entreprises produisant des robots) que le gouvernement a mis en place le premier programme de développement de la robotique<sup>61</sup>. Dans l'ensemble, même s'il est vrai que le gouvernement est intervenu dans l'économie japonaise, cette intervention n'a probablement pas joué le rôle décisif qui lui est souvent attribué.

La performance économique du Japon a surpassé celle non seulement des grands pays industrialisés, mais également du reste de l'Asie. Le Japon a eu une croissance plus rapide pendant près de 50 ans, depuis 1945, et également au cours des six décennies qui ont précédé le début de la guerre du Pacifique, à la fin des années 30. Il faut signaler qu'au cours de cette période, la politique industrielle japonaise ne visait aucun secteur en particulier et qu'il n'y avait pas non plus de super-ministère comme le MCII et le ministère des Finances pour diriger les industries nippones sur la voie de la croissance économique. La performance économique extraordinaire du Japon ne se fonde pas sur quelques arrangements institutionnels distinctifs<sup>62</sup>.

### 3.6 L'investissement étranger direct du Japon

Les mouvements de capitaux compensent les excédents ou les déficits du compte courant. Un excédent du compte courant, par exemple, sous-entend qu'au lieu d'utiliser la totalité des devises étrangères gagnées en vendant des produits d'exportation pour acheter des produits d'importation, les sociétés peuvent acheter un actif à l'étranger. Une société japonaise fait un investissement étranger direct (IED) lorsqu'elle établit une filiale à l'étranger, lorsqu'elle achète une entreprise à l'étranger, lorsqu'elle en prend le contrôle ou lorsqu'elle participe à sa gestion<sup>63</sup>. Les mouvements de capitaux japonais ont été touchés par la politique gouvernementale. Au cours des années 50 et de la première moitié des années 60, quand le Japon faisait face à un déficit chronique de son compte courant, le désir de maintenir une bonne cote de crédit sur les marchés internationaux des capitaux et la crainte d'une dévaluation de sa monnaie l'ont conduit

---

<sup>61</sup> *Ibid.*

<sup>62</sup> Gary R. Saxonhouse, «What Does Japanese Trade Structure Tell Us About Japanese Trade Policy?», *Journal of Economic Perspectives*, 7(3) été 1993: 21-43.

<sup>63</sup> Il n'est pas facile de distinguer l'IED de l'investissement de portefeuille (qui vise à obtenir un rendement sans participer à la gestion ou au contrôle de la société). Pour cette raison, tout investissement dans une société étrangère qui permet d'acquérir 10 p. 100 ou plus de ses actions est souvent considéré comme un investissement direct.